

- Promouvoir les transports en commun.
- Encourager la recherche sur les énergies renouvelables.
- Mettre en œuvre un plan de relance du rail et du fret ferroviaire.
- Maintenir du moratoire sur les OGM.

...

PAS DE GOLDEN PARACHUTES POUR LES TRAVAILLEURS LICENCIÉS

Les **vagues de licenciements** que l'on connaît à l'heure actuelle n'épargnent aucun secteur : automobile, décolletage, multimédia, téléphonie... Sur les sites Isérois de Caterpillar, ce sont 733 licenciements secs qui étaient initialement prévus. Même genre de constat dans la vallée de l'Arve pour le décolletage, chez Peugeot, Goodyear, HP, Microsoft, Nokia... **Les patrons licencient à tour de bras!** Dans certaines entreprises, c'est même un véritable **chantage** qui s'opère, **obligeant les salariés à accepter des conditions de travail inadmissibles** (réduction de salaire de 12,5% chez Osram, 40h payées 35...) **pour ne pas perdre leur emploi.** Le gouvernement prétend ainsi répondre à la crise, mais il s'agit en réalité de **permettre aux entreprises de continuer à payer des dividendes aux actionnaires, des intérêts aux banques et faire des placements financiers malgré une perte de vitesse. Les suppressions d'emplois et la baisse des coûts salariaux ne fera qu'accroître les difficultés engendrées par la crise en augmentant l'insuffisance de la demande et des qualifications.**



La stratégie à adopter est toute autre! Il faut en effet **sécuriser et promouvoir les emplois** avec une formation tout au long de la vie de chacun, **les salaires**, la croissance de la valeur ajoutée produite en développant la recherche, les investissements matériels associés; **donner aux travailleurs de nouveaux pouvoirs dans l'entreprise; favoriser la création d'emploi** par une politique industrielle et de service dynamique, l'investissement massif dans la recherche; reprendre une **politique de réduction du temps de travail, vraiment créatrice d'emploi.**

NOS REVENDICATIONS

- **Reconnaissance des diplômes**
- **Transports en commun gratuits pour les jeunes**
- **Interdire les licenciements aux entreprises bénéficiaires**
- **Augmentation des salaires et des minimas sociaux**
- **Suppression du bouclier fiscal**
- **Suppression des paradis fiscaux**
- **Encadrement de la rémunération des chefs d'entreprises, interdiction des stock-options et des parachutes dorés**
- **Reconnaître un droit d'accès égal au service public pour tous**
- **Mobiliser des moyens pour financer les services publics**
- **Créer un pôle public du financement et du crédit**

Nous contacter :
 Tel : 04 76 87 70 61
 E-mail : Jcisere@gmail.com

UN POING C'EST TOUT !



REJOINS LA LUTTE !





L'économie mondiale connaît depuis plusieurs mois une crise sans précédent. Licenciements massifs, précarité croissante... la réponse du gouvernement est claire. On veut nous faire croire que les caisses de l'État sont vides et qu'il est du devoir de tous de se serrer la ceinture alors même que des milliards d'euros sont employés à renflouer les banques! La politique menée par le gouvernement n'est pas une nécessité comme on souhaite nous le faire croire, c'est une question de choix politique; un choix que nous devons combattre sur tous les fronts. La lutte paye, l'exemple de la Guadeloupe en est la preuve, ne nous résignons pas!

RGPP : RÉGRESSION GÉNÉRALE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Depuis deux décennies, le gouvernement organise méticuleusement le **démantèlement des services publics**. Depuis 60 ans ils assuraient à chacun **un accès égal aux services essentiels sur l'ensemble du territoire**. Éducation, santé, énergie, transport... des pans entiers de l'économie fonctionnaient sans être soumis aux lois du marché. Mais les gouvernements successifs ont choisi d'**ouvrir** petit à petit ces secteurs **à la concurrence**. La **RGPP** (Révision Générale des Politiques Publiques) accélère encore ce processus sous couvert d'une plus grande efficacité. La réorganisation des services publics s'est faite sur la base de **recherche de rentabilité au mépris de la réponse aux besoins des usagers**. Le constat est éloquent : fermeture d'hôpitaux, de gares, de bureaux de postes de proximité, suppressions de postes dans tous les secteurs ... la liste est longue. La banque postale est la seule banque à ne pas avoir subi la crise économique de plein fouet, ce n'est pas anodin. **La privatisation, c'est la dégradation du service public, des tarifs plus élevés...** C'est pourquoi il faut non seulement **arrêter la casse**, mais **mener un véritable politique de reconquête!**

ÉDUCATION NATIONALE... LE GOUVERNEMENT A LA SOLUTION!

80 000, c'est le nombre de **postes** qui devraient être **supprimés** dans l'Éducation nationale **d'ici 2012**. Le gouvernement avait prévu de **réformer le lycée** en profondeur. Cette réforme prévoyait entre autre une **réduction du volume horaire** à 27h par semaine (les syndicats craignaient que cela ne serve à justifier les suppressions de postes), une **semestrialisation** et un système de **tronc commun** rendant optionnelles des matières comme la physique-chimie, la SVT ou l'éducation civique, les **maths et l'histoire-géographie étant reléguées au rang d'option dès la 1ère**. Le lycée professionnel n'est pas épargné avec la **réforme du bac pro**, en trois ans au lieu de quatre.

Ce genre de réforme est clairement **incompatible avec une amélioration des conditions de travail** des lycéens engendrant **classes surchargées** et **dégradations de l'encadrement pédagogique**, à fortiori dans les lycées «difficiles» frappés de plein fouet par les suppressions de postes. A défaut de moyens pédagogiques convenables, le gouvernement annonce qu'il compte instituer un tout autre type d'encadrement **en renforçant la présence policière** au sein des établissements par le biais de fouilles, de portiques... Ces mesures, en plus de sembler **inapplicables**, ne résoudront pas durablement d'éventuels problèmes d'insécurité dans les lycées et s'apparente en fin de compte à un effet d'annonce sécuritaire en pleine campagne électorale.

Le mouvement mené cette année dans de nombreux établissements contre la réforme des lycées a permis d'éviter son application qui aurait dégradé les conditions d'études dans les établissements publics. Les lycées privés seraient alors devenus les seuls à dispenser un enseignement de qualité, réservé à une élite. Autant dire que l'ascenseur social en aurait pris un coup! **La lutte paye, mais il faut rester vigilants aux nouvelles réformes qui arriveront tôt ou tard.**



Ce que nous voulons :

- Un lycée de qualité, public, laïque et ouvert à tous permettant l'ascension sociale des classes populaires et préparant le mieux possible aux études supérieures.
- Améliorer notre système d'enseignement tout en conservant sa richesse et sa diversité en donnant plus de moyens aux établissements (enseignants, matériel...), surtout dans les zones d'éducation prioritaire.
- Redonner de l'importance aux filières L et ES pour casser la suprématie de la filière scientifique.

UNE UNIVERSITÉ GÉRÉE COMME UNE ENTREPRISE, ON EN VEUT PAS!

L'enseignement supérieur et la recherche n'échappent pas à la logique de démantèlement du service public impulsé par le gouvernement. Cette privatisation des universités s'inscrit dans une volonté de créer un **marché de la connaissance au niveau européen (processus de Bologne)**. En France l'application de ce processus se traduit par une série de réformes dont la **LRU** (Loi de responsabilité des universités) est la **pièce angulaire**. Elle permet aux facs de recourir à des **partenariats public-privé**, ouvrant ainsi les universités à la logique de marché.

Cette marchandisation de la connaissance suppose une logique de **compétitivité** dont les moteurs seraient la **sélection** et la **mise en concurrence**. 12 campus français, dont Grenoble, ont été sélectionnés pour devenir des **pôles de compétitivité (opération campus)** creusant encore d'avantage les inégalités entre facs d'élites et facs poubelles. Le nouveau système de financement (**système SYMPA**) basé sur des critères de performance va également dans ce sens.

La **concurrence** s'établit aussi **entre les différentes filières** ; en effet, les **enseignements « à forte valeur ajoutée »** (biotechnologies, nouvelles technologies de la communication...) seront considérablement **mieux financés** que les filières jugées non rentables, ce financement dépendant en partie de la nature du bassin économique local. La preuve? Lorsque Grenoble a été sélectionnée dans le cadre de l'opération campus, la fac de lettre a été exclue du projet, et il en va de même pour Lyon, Toulouse...

En ce qui concerne le **cadre national des diplômes** déjà mis à mal par la réforme **LMD** (l'université devient libre de concevoir les diplômes qu'elle délivre), il finit d'être détruit avec le mal nommé **Plan réussite en licence** qui **sélectionne les étudiants, professionnalise les filières et individualise les parcours**. Cette casse du cadre national des diplômes rend impossible l'utilisation de ce dernier comme base de négociations salariales permettant d'obtenir des conventions collectives

Le gouvernement s'attaque également à la recherche : **casse du CNRS, réforme du statut des enseignants-chercheurs** qui risque, en déconnectant à terme l'enseignement de la recherche, de priver le système d'enseignement supérieur français d'un de ses atouts.

On assiste au final à une politique de la rentabilité à tout prix, visant à **cantonner la majorité des étudiants à des formations moins reconnues créant ainsi une main d'œuvre employable à bas coup sur le marché afin de servir les intérêts d'une minorité dominante**, le tout sur fond de **précarité grandissante** (augmentation des frais d'inscription, prêts étudiants...)



CRISE ÉCOLOGIQUE

Nous connaissons à l'heure actuelle une **crise écologique majeure**. Les **dérèglements climatiques** et la **diminution de la biodiversité** en témoignent. **Le modèle libéral actuel, ultra productiviste est de toute évidence incompatible avec un projet de développement durable** : production importante de gaz à effet de serre, utilisation massive de pesticides, d'insecticides et d'OGM dans l'agriculture, consommation jusqu'à épuisement des ressources naturelles, absence d'investissement dans le fret ferroviaire... Le projet du Grenelle de l'environnement déjà trop peu ambitieux est revu à la baisse sous couvert de diminution des dépenses publiques. **Les familles modestes sont encore une fois les premières victimes de cette crise**, vivant dans des environnements dégradés, à proximités d'infrastructures polluantes et bruyantes.

Pour pouvoir enrayer cette crise, il est nécessaire de faire le choix d'une politique qui va dans le sens de la protection de l'environnement :

- Adopter un mode de **développement non productiviste**.
- **Développer les services publics** dans les domaines de l'énergie, des transports, de la santé, de l'éducation et de la recherche.